

Patrick de Casanove à Radio Courtoisie : éloge du libéralisme économique



Le 10 août 2022, dans son émission le *Libre journal des économistes* sur Radio Courtoisie, Olivier Meresse recevait Patrick de Casanove, médecin, président du [Cercle Frédéric Bastiat](#) sur les thèmes suivants : “Peut-on soigner tout le monde à moindre coût ? »

<https://www.radiocourtoisie.fr/2022/08/10/libre-journal-des-economistes-du-10-aout-2022-peut-on-soigner-tout-le-monde-a-moindre-cout-le-week-end-de-la-liberte-a-saint-paul-les-dax-du-23-au-25-septembre-la-presidence-des-republicains/>

Voici les grandes lignes de son intervention.

La liberté, qu’il convient

d'abord de définir

La liberté, qui est être propriétaire de soi, ou, en d'autres termes, jouir de ses droits naturels pour accomplir son projet de vie, tout en respectant les droits naturels d'autrui.

Le Cercle Frédéric Bastiat ne reçoit pas de subvention pour rester libre et indépendant. Il organise le seul congrès libéral de France appelé Weekend de la Liberté. Le thème du 11e weekend de la liberté s'imposait de lui-même après les deux années de coercition sociale que nous avons vécues. Les restrictions de nos libertés furent énormes. Ces restrictions, qui auparavant étaient inimaginables dans un pays qui se prétend démocratique comme la France, ont été acceptées sans grande contestation par la majorité de la population. Cela crée un dangereux précédent.

Le Weekend de la Liberté se déroulera du vendredi 23 septembre au déjeuner au dimanche 25 septembre au déjeuner. Nous recevons 12 conférenciers réputés, issus des milieux économiques, scientifiques et universitaires. Ils traiteront de nombreux sujets, l'économie, l'industrie, la monnaie, le bitcoin, la politique de santé, la covid, l'Europe, la légitime défense, la transition énergétique, le CO2, la démocratie. Tous les renseignements, programme et inscription sont sur le site du Cercle <https://www.action.bastiat.net/>

Le rôle de l'État et l'économie

Le libéralisme est méconnu et dénigré. Bastiat est un libéral classique français adepte des droits naturels individuels universels, Liberté, Propriété, Personnalité. C'est un minarchiste. C'est-à-dire qu'il souhaite un État limité à ses fonctions régaliennes, sécurité intérieure et extérieure, justice et filet de sécurité en cas d'accident de la vie. Cela entraîne une armée puissante, bien équipée, bien entraînée, une police respectée et efficace où les policiers ne se font pas lyncher, une justice juste au sens de « rendre à chacun le

sien ». Le reste relève de la liberté économique qui va bien au-delà de l'économie au sens restreint actuel. La liberté économique existe quand chacun dispose librement de sa propriété, acquise en respectant les droits naturels des autres.

Les pénuries et le rationnement que nous subissons sont la signature d'une économie socialiste, totalitaire. Quand l'État se mêle de tout, vie privée, vie publique, vie économique, vie organique et psychologique c'est du totalitarisme. Ses manifestations selon les pays ne dépendent que de la place du curseurs de la coercition, place qui ne change en rien la nature du régime.

Les débuts du gouvernement

Les libéraux ont une faiblesse pour le système suisse. Très décentralisé, guidé par la subsidiarité, fondé sur peu de pouvoir donné à beaucoup de personnes, très vivant grâce à des votations quatre fois par an sur des sujets variés.

En France, pas grand-chose de nouveau sous le soleil. C'est une erreur de croire que notre Assemblée est assimilable à une qui pourrait être issue de la proportionnelle.

Pour l'instant Macron fait ce qu'il veut avec des majorités de circonstance. La loi sur le pouvoir d'achat en est la preuve. Elle a été un concours à qui achèterait le plus de voix, par une surenchère de dépenses nouvelles. Aucune de ces dépenses ne réduira le nombre de pauvres en France. Subventionner un pauvre ne fait pas de lui un riche, mais un pauvre subventionné, ce qui engendre une clientèle électorale captive. Aucun parti n'a eu le courage de s'attaquer à la source du mal, l'étatisme, et la politique lamentable décidée lors des covid, aggravée par les sanctions contre les Français suite à la guerre en Ukraine, majorée par les mesures coercitives pour « sauver la planète »... et faire crever les Français.

Les soins

« Peut-on soigner pas cher ? » est une question piège. Pour y répondre il faut la liberté des prix, qui sont des informations. Il faut la liberté de choix, qui consiste aussi à mettre la Sécu en concurrence, la liberté d'installation, d'organisation du cabinet médical avec secrétariat et assistant médical. Assistant médical véritable, autre chose que ce qui est actuellement prévu par la loi. (assistants limités en nombre, avec des conditions restrictives pour pouvoir en recruter, telles que cabinet de groupe). Il faut revenir au fondamental, le « colloque singulier ». Écoute, diagnostic, traitement, c'est la spécificité du médecin, bien plus que le geste technique et absolument pas l'administratif.

Les déserts médicaux sont le fruit du dirigisme. Il y a des déserts médicaux géographiques, y compris dans les grandes villes, des déserts de spécialité médicale, des déserts de temps, parce qu'à certains horaires il est très difficile de trouver un médecin (temps de travail réduit, disponibilité réduite). La fermeture des services d'urgences, même dans de grands CHU, était inconcevable. Pourtant elle a eu lieu. Il faut être conscient que ce qui est souvent proposé par les politiciens c'est de médicaliser les déserts, territoires où les services publics ont disparu, même les services régaliens, tels que les perceptions et les gendarmeries.

Pour venir à bout des déserts médicaux, il faut ce qui a été proposé supra : liberté des prix etc. et ficher la paix aux médecins.

Les vaccins contre les covid

Les Français doivent bien comprendre que la crise dite sanitaire n'est pas une crise due aux covid mais une crise politique, économique et sociale délibérément provoquée par Macron le 16 mars 2020.

En ce qui concerne l'inefficacité et l'inutilité desdits « vaccins », il n'est pas besoin d'être médecin pour comprendre. Il suffit de bon sens, et de se référer au Larousse ou au Robert. Un vaccin est un produit qui crée une immunité. Or ce produit-ci n'en engendre pas puisqu'il n'empêche pas la contamination de la personne vaccinée. Il n'empêche pas non plus la contamination d'autrui, c'est logique. Donc il ne prévient pas les formes bénignes. Comment dès lors pourrait-il prévenir les formes graves ? Il ne les prévient pas. Les patients hospitalisés, vaccinés ou pas, sont à risque, et personne ne sait comment ils ont été soignés avant l'hospitalisation. C'est cela qui est important. Personne n'oubliera que ces vaccins ont une AMM conditionnelle, ce qui signifie que les études ne sont pas terminées, par conséquent ils sont encore au stade expérimental.

Quant aux soignants non vaccinés, exclus du système de soin par une loi spéciale, c'est une ignominie. Ce n'est pas le nombre qui importe, c'est le principe. Il n'y en aurait qu'un, ce serait encore une ignominie.

Les EHPAD

La révolution industrielle a sorti des centaines de millions de gens de la misère. Elle a donné la prospérité, la santé, les loisirs et une bonne espérance de vie. Grâce à la prospérité elle a aussi créé les moyens pour prendre en charge les personnes devenues âgées et dépendantes, d'où les Ehpads.

Ils ont de gros problèmes de moyens. Le plus aigu étant le manque de personnel soignant, médecin, infirmières, aides-soignantes. Leur rémunération n'est pas mirobolante. Les Ehpads ne peuvent pas lutter contre les centres de vaccination covid par exemple, où la rémunération des personnels, proprement indécente compte tenu du contexte, était sans commune mesure avec les salaires d'Ehpads.

La première mesure à prendre

Le salaire complet pour les salariés ou pour les non-salariés, l'intégralité du chiffre d'affaire diminué des frais nécessaires à l'exercice de la profession, pour les pensionnés l'intégralité des pensions. Cette mesure donne la liberté de choix et de vie aux gens. Une fois que ceux-ci auront récupéré tout leur argent, il sera difficile à un gouvernement de leur reprendre.

Claude Lefranc